Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Un travailleur français condamné à six mois de prison à la suite d'un appel à une manifestation sur Facebook

Par Will Morrow
Mondialisation.ca, 17 janvier 2019
wsws.org 16 janvier 2019

Région : L'Europe
Thème: Droits humains et État policier, Loi et Justice
Analyses: Gilets jaunes

(Photo : Hedi Martin)

Dans une série d'actions menées la semaine dernière, le gouvernement du président français Emmanuel Macron a intensifié la répression policière et étatique visant à écraser les manifestations contre les inégalités sociales.

Le mardi 8 janvier, Hedi Martin, un manifestant de 28 ans, a été condamné à six mois de prison sans libération conditionnelle par un tribunal correctionnel de la ville de Narbonne. Son seul «crime» a été d'avoir publié sur Facebook, le 2 janvier, un article appelant à une manifestation des «Gilets jaunes» pour bloquer la raffinerie de pétrole de Port-la-Nouvelle. La police l'a arrêté dans les premières heures du 3 janvier, peu après la publication de son article.

Les déclarations du procureur de la République et du juge lors de l'audience de Martin ont clairement indiqué que l'emprisonnement visait à intimider les appels à des manifestations. Le président du tribunal, Philippe Romanello, l'a attaqué pour la «notoriété certaine» de ses vidéos Facebook Live sur les ronds-points lors des manifestations des Gilets jaunes dans la région, notant qu'il avait démissionné de son contrat à durée déterminée dans une usine de chocolat pour «passer entre quatre et sept heures par jour» à manifester.

Citant les messages de Martin sur Facebook, Romanello poursuit: «Ce message [posté le 2 janvier] donne l'impression que vous êtes au centre de l'information ». Le poste de Martin avait appelé à «tenir face au CRS» qui ont brutalement attaqué les manifestants avec des grenades éclair, des projectiles en sachet, des grenades lacrymogènes et des charges à la matraque. « Ça veut dire quoi ?» a demandé Romanello, «vous pouvez concevoir que ce message soit ambigu ?»

La procureure de la République, Marie-Agnès Joly, avait exigé une peine encore plus sévère de deux ans d'emprisonnement et trois ans d'interdiction de manifester dans les lieux publics pour Martin, mais avait admis qu'il n'avait commis aucun acte violent réel. «Il ne s'agit pas de lui reprocher le passage à l'acte (violences ou dégradations) mais bien la participation à un mouvement violent», a-t-elle dit.

De tels arguments, qui piétinent le droit de grève et celui de manifester, protégés par la

Constitution, appartiennent à l'arsenal judiciaire d'un État policier fasciste et non d'une République démocratique. Selon cette logique, des dizaines de milliers de personnes qui ont participé aux manifestations des Gilets jaunes pourraient être jetées en prison.

Après un bref répit pendant la période de Noël et du Nouvel An, les manifestations des Gilets jaunes ont repris de l'ampleur au cours des deux dernières semaines. Les propres chiffres du ministère de l'Intérieur, largement contestés pour être des sous-estimations, admettent que 80.000 personnes y ont participé samedi dernier, contre 50.000 la semaine précédente. Le gouvernement réagit par une nouvelle intensification de la répression policière.

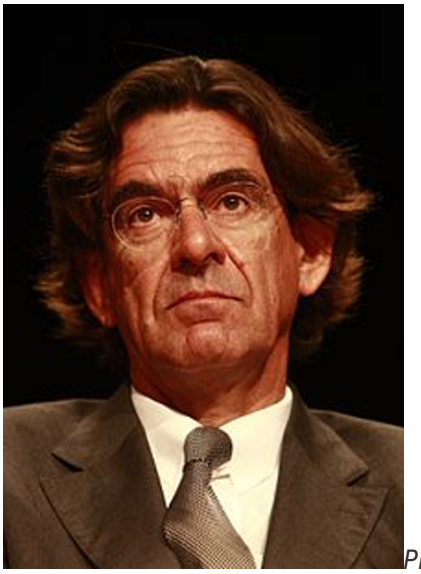
Des images apparues sur les médias sociaux cette semaine ont confirmé que le CRS stationnés près de l'Arc de Triomphe à Paris samedi après-midi dernier brandissaient des armes semi-automatiques Heckler & Koch G36 avec des balles réelles.



La police stationnée à l'Arc de triomphe pour les manifestations des vestes jaunes samedi dernier portant des fusils semi-automatiques à balles réelles

Des manifestants locaux ont signalé que les policiers étaient des CRS et ne faisaient pas partie d'une unité spécialisée équipée d'armes à feu. Un porte-parole de la Police nationale française a confirmé au *Daily Mail*que les policiers étaient équipés de ces armes à feu, mais qu'il ne discuterait pas de leur utilisation opérationnelle «pour des raisons de sécurité».

La semaine dernière cependant, Luc Ferry, ministre de l'Éducation de 2002 à 2004 sous le président conservateur Jacques Chirac, a demandé à la police de tirer à balles réelles contre les Gilets jaunes lors des manifestations. « Ce que je ne comprends pas, c'est que l'on ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences », a-t-il déclaré au programme « Esprits libres» sur Classic Radio le 7 janvier.

*Photo : Luc Ferry*

Lorsqu'on lui a demandé si cela nécessitait l'utilisation de balles réelles, il a répondu: «Franchement, quand on voit des types qui tabassent à coup de pieds un malheureux policier qui est par terre, voilà… Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois, ça suffit ! »

Appelant au déploiement de l'armée, Ferry a déclaré: « On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies ! » Il a ajouté: « Ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite ou d'extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper les policiers, ça suffit ! »

Il faut avertir la classe ouvrière en France et à l'étranger: l'opposition aux plans de répression de masse en train d'être développés aux échelons supérieurs de l'État capitaliste est une tâche cruciale.

La dénonciation des Gilets jaunes par Ferry n'est pas le délire isolé d'un fou. La bourgeoisie de toute l'Europe est stupéfaite et terrifiée par une mobilisation massive des travailleurs et des jeunes pour exiger la fin des inégalités sociales croissantes et de la politique de Macron et de ses prédécesseurs — réduction des impôts pour les riches, augmentation des dépenses militaires et imposition d'une austérité brutale à la classe ouvrière. Incapable de concevoir d'autre politique pour protéger ses richesses dans le contexte de la crise la plus profonde du capitalisme mondial depuis les années 1930, la classe dirigeante discute publiquement du recours à la répression de masse.

Le fait que la police soit équipée d'armes semi-automatiques et de balles réelles lors des manifestations montre que des préparatifs sont en cours pour réagir en conséquence. Il est de plus en plus clair que la déclaration par Macron, en novembre dernier, de ses sympathies pour le dictateur fasciste Philippe Pétain, qui a collaboré à l'occupation nazie de la France, n'était pas une simple remarque historique, mais quelque chose reflétant profondément le caractère de classe de son gouvernement.

Toutes les puissances impérialistes européennes se sont solidarisées avec le général égyptien Abdel Fattah al-Sisi, le boucher du Caire, qui, à la suite de la révolution de 2011, a noyé dans le sang les manifestations révolutionnaires à partir de 2013. Comme l'indiquait à l'époque le World Socialist Web Site, la réaction de soutien au dictateur par les puissances européennes était la preuve de leur volonté d'utiliser les mêmes méthodes contre les travailleurs de leurs propres pays.

La crise politique provoquée par la recrudescence de la lutte de classe expose la vraie nature de la «démocratie» capitaliste. Le jeune travailleur Hedi Martin est jeté pour six mois en prison pour un message sur Facebook appelant les manifestants à «tenir face aux CRS » alors qu'on donne à un ancien ministre du temps d'antenne sur les radios nationales pour diffuser des appels fascisants au meurtre en masse de manifestants.

Pendant ce temps, à Bordeaux, Olivier B., pompier volontaire et père de trois enfants, reste à l'hôpital dans un coma artificiel, après que la police lui a lancé une grenade paralysante et tiré un projectile en sachet dans la tête samedi dernier. Les médecins ont rapporté qu'il était dans un état stable mais qu'il avait subi une hémorragie cérébrale et avait déjà été opéré une fois.

L'incident n'a été connu publiquement que par une vidéo de spectateurs diffusée sur les réseaux sociaux montrant Olivier allongé sur le sol, face contre terre, après qu'un groupe de policiers a débouché d'une rue et lui a tiré dessus. De nombreux autres manifestants ont eu des mains ou des jambes explosées, ont perdu des yeux ou été blessés de façon permanente par des projectiles en sachets tirés par la police.

Mardi soir, le président Macron est arrivé dans la petite ville normande de Grand-Bourgtherolde pour lancer son frauduleux«débat national» visant à pacifier l'opposition populaire avec des promesses creuses de «dialogue». En prévision des manifestations, les CRS ont bouclé des zones de la ville et ont été habilités à ordonner à quiconque se trouvant dans la zone de retirer immédiatement son gilet jaune, sous peine d'une amende de 135 euros.

Un journaliste local a envoyé sur Twitter une photo de la police photographiant les cartes d'identité des manifestants, et cite un manifestant qui avait remarqué que la police était en train de créer une base de données des opposants politiques.

Will Morrow

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 16 janvier 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Will Morrow, wsws.org, 2019

Articles Par : Will Morrow

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca